

# **COMMENT HONORER LES MORTS**

## **SANS S'APPROPRIER LEUR DESTIN ?**

### **LE CAS D'EMMANUEL TERRAY DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME**

**Paul Valéry a écrit "qu'il faut tuer la marionnette qui est en nous, même si elle a revêtu les beaux atours de la générosité."**

Sur le site de l'Association "Education sans frontières" on peut lire l'article suivant : (<http://www.educationsansfrontieres.org/?article2159>)

## 1942-2006 : réflexions sur un parallèle contesté (Emmanuel Terray)



LAISSEZ-LES GRANDIR ICI

La répression de l'immigration illégale telle qu'elle est conduite par le Ministre de l'Intérieur et les divers procédés qu'elle met en oeuvre -opérations « coup de poing » dans les quartiers habités par les migrants, contrôles au faciès, interpellation des enfants dans les écoles, convocations-pièges au guichet des préfectures- évoquent inévitablement, aux yeux de certains de nos concitoyens, les années noires de 1940-1944 et le sombre souvenir des persécutions antisémites.



Détail d'une affiche annonçant un cycle de projections débats sur Les Justes

et ceux qui ont caché des enfants juifs.

<http://www.memorialdelashoah.org>

Bien entendu, sitôt que ce parallèle est explicitement énoncé, les protestations fusent pour souligner son caractère incongru. Les deux situations n'auraient, assure-t-on, rien de comparable, et leur seul rapprochement serait une insulte à la mémoire des victimes de l'extermination.

Voire... Assurément, il existe entre les deux épisodes des différences considérables, et il serait absurde de les nier. Cependant, sitôt qu'on cherche à les cerner de façon précise, il apparaît qu'elles tiennent presque exclusivement au rôle des occupants allemands : terriblement présents et actifs en 1942, ils ont -fort heureusement- disparu en 2006. En revanche, si l'on considère le comportement des autorités françaises, les similitudes sont manifestes.

En premier lieu, la présence de certaines personnes sur notre sol est constituée en « problème », et tous les esprits « raisonnables » s'accordent pour estimer que ce problème exige une solution. En 1940, une large fraction de l'opinion, débordant de très loin les frontières de l'extrême-droite, reconnaissait la réalité d'une « question juive » en France, même si des divergences profondes existaient quant aux réponses à lui apporter. De même, de la droite à la gauche, nos dirigeants proclament d'une même voix que l'immigration illégale met en péril nos équilibres

sociaux et notre identité, et qu'il faut donc la refouler, les désaccords ne portant que sur la méthode.

En second lieu, les solutions envisagées passent toutes par l'expulsion partielle ou totale des personnes jugées indésirables. En 1942, cette expulsion prend la forme d'une livraison aux autorités occupantes. En 2006, les intéressés sont renvoyés dans des pays dont certains sont soumis à des dictatures impitoyables, dont d'autres sont ravagés par la guerre civile, dont tous sont marqués par le sous-développement, le sous-emploi et la pauvreté. Bien entendu, le résultat final est infiniment moins tragique aujourd'hui qu'hier, mais ce qui est caractéristique, c'est que, dans les deux cas, l'administration française se désintéresse entièrement de ce résultat : littéralement, ce n'est plus son affaire. On a soutenu qu'en 1942 les autorités françaises ignoraient le sort réservé aux Juifs par les nazis : peut-être, mais leur ignorance même était le résultat d'une décision réfléchie : elles ne voulaient pas le savoir. Il en est exactement de même aujourd'hui : ce qui compte pour le gouvernement, c'est de se débarrasser des hommes, des femmes et des enfants concernés ; sitôt la frontière franchie, il ne s'estime plus responsable de rien et les abandonne à leur destin en toute indifférence.

Pour expulser les gens, il faut d'abord s'assurer de leur personne. Nous retrouvons ici la gamme des procédés que j'évoquais en commençant. C'est que dans ce domaine les analogies résultent de la nature des choses ; la chasse à l'homme, surtout lorsqu'elle est assortie d'objectifs chiffrés, implique l'utilisation d'un certain nombre de techniques : rafles, convocations-pièges, interpellation des enfants dans les écoles, internement administratif. Quelles que soient les populations ciblées, le recours à ces techniques est inéluctable dès lors qu'on prétend à l'efficacité. Il faut d'ailleurs admettre que, sur ce point, le Ministre de l'Intérieur n'a guère innové par rapport à ses prédécesseurs de l'époque de Vichy et de la guerre d'Algérie et la police française n'a eu qu'à puiser dans ses archives pour retrouver les bonnes vieilles méthodes.

En quatrième lieu, la mise en oeuvre de la répression et les dérives qui l'accompagnent suscitent inévitablement des protestations de caractère moral ou humanitaire. Face à ces protestations, la riposte des responsables est la même, en 2006 comme en 1942, et elle est double : d'un côté, les autorités, nous disent-elles, ne font qu'appliquer la loi, et les protestataires s'entendent reprocher leur incivisme. Par ailleurs, pour désarmer les oppositions, les autorités introduisent des distinctions à l'intérieur de la population frappée par la répression. En 1942, le gouvernement de Vichy déclarait séparer le cas des Juifs français, dont il prétendait vouloir sauver au moins la vie, de celui des Juifs étrangers, livrés pieds et poings liés à l'occupant. De même aujourd'hui, Maître Arno Klarsfeld, l'ineffable médiateur promu par le Ministre de l'Intérieur, insiste sur l'opportunité d'opérer un tri, une sélection, entre les familles qui ont des attaches avec la France et celles qui n'en ont pas, l'expulsion de ces dernières n'appelant aucune objection de sa part.



Entre 1942 et 2006, les éléments de continuité sont donc nombreux, et il est d'autant plus légitime de les mettre en évidence que, comme les historiens l'ont aujourd'hui démontré, la politique anti-juive du gouvernement de Vichy ne lui a nullement été dictée ni imposée par l'occupant, même si elle comblait ses vœux. C'est d'eux-mêmes et spontanément que le gouvernement, l'administration et la police de Vichy ont offert et apporté leur concours aux autorités allemandes, notamment sous le prétexte proclamé de préserver la souveraineté de l'Etat sur le territoire national : ils ne sauraient donc excuser leur conduite au nom de la contrainte ou de la « force majeure ». La comparaison est donc légitime avec la politique présente, dont l'origine « française » n'est pas discutée.

Si les événements suivent leur cours actuel, il est vraisemblable que les analogies iront jusqu'à leur terme et que, dans trente ou quarante ans, des cérémonies de repentance seront organisées pour déplorer et désavouer la politique d'immigration pratiquée actuellement. Plutôt que d'attendre un tel dénouement, ne serait-il pas préférable de renforcer dès aujourd'hui la résistance à cette politique, en attendant d'y mettre fin dès que l'évolution de l'opinion le permettra ?

Emmanuel Terray [1]

Cedetim/Cmil (Cercle Migrations et Liberté)

Octobre 2006

---

voir également à ce sujet :

- ▶ [Expulsions, de l'inacceptable à l'insupportable](#)
- ▶ [Lettre envoyé au préfet de l'Ain](#)
- ▶ [Arrêt sur Images : Libé, les rafles, Guy Môquet, et Monseigneur Saliège](#)

---

[1] Emmanuel Terray, ethnologue et directeur d'études à l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS). Après ses études de philosophie à l'ENS, notamment sous la direction de Louis Althusser, et l'agrégation, Emmanuel Terray se tourne vers l'anthropologie. Il travaille d'abord à l'Institut de sciences politiques de Paris, puis à l'Université d'Abidjan dont il est l'un des professeurs. C'est en Côte d'Ivoire, en pays dida, qu'il mène sa première enquête de terrain, avant d'entamer, en 1967, une nouvelle recherche sur la royauté abron. Nommé doyen de l'École des lettres de l'Université d'Abidjan, il poursuit de front ses activités de recherches, d'enseignement et d'administration jusqu'en 1968, l'année où il doit quitter son poste, en raison de sa sympathie pour les étudiants contestataires en Côte d'Ivoire et en France. De retour à Paris, il enseigne à l'Université de Paris 8. En 1984, il soutient sa thèse de doctorat d'Etat, dans laquelle il propose une analyse dynamique de l'histoire du royaume abron. Bien au-delà de la monographie historique, cette thèse est un véritable traité d'anthropologie politique. Emmanuel Terray dirigera le Centre d'études africaines (EHESS-CNRS) entre 1984 et 1991. Il passera ensuite trois années à Berlin, en qualité de chercheur, puis rejoindra le Centre d'anthropologie des mondes contemporains. Il est membre de la Ligue des Droits de l'Homme, et à ce titre comme à celui que lui confère son expérience de scientifique, collabore à de nombreuses commissions. Après plusieurs ouvrages d'anthropologie, il a publié *Lettre à la fugitive*, Odile Jacob, 1988 ; *La politique dans la caverne*, Seuil, 1990 ; *Le troisième jour du communisme*, Actes Sud, 1992 ; *Une passion allemande*, Seuil, 1994 ; *Clausewitz*, Fayard, 1999 ; *En substance*, Fayard, 2000, *Traversées*, avec Jean-Paul Colleyn, Bruxelles, Labor, 2005, *Face aux abus de mémoire*. Préface de Christian Bromberger, Arles, Actes Sud, 2006.

mardi 10 octobre 2006.

## **QUELLE EST LA THESE D'EMMANUEL TERRAY ? COMPARER LES PERSECUTIONS ANTISEMITES (1940-1944) A LA POLITIQUE DE REPRESSION DE L'IMMIGRATION (ANNEES 2006)**

**Ce texte que je vais analyser fait partie d'un corpus de textes devenus très courant depuis 15 ans. Ils représentent le paysage idéologique dans lequel on s'est habitué et qui va continuer à perdurer dans les années à venir. Et cela va me permettre de présenter mon point de vue sur la situation actuelle, assez inédite je dois dire, de notre pays et de l'Europe en particulier vis à vis de "la question juive", des discriminations vis à vis des immigrés et de leurs interprétations par la gauche de la gauche.**

Remarque préalable : je ne discute pas ici le fait que des citoyens d'un pays démocratique trouvant injuste le renvoi dans leur pays d'origine d'étrangers et de leurs enfants installés, souvent depuis longtemps ici, se mobilisent pour faire pression sur le pouvoir politique. Mendès-France avait l'habitude de dire que la gauche, de son point de vue, c'était la dignité : incontestablement ces actions citoyennes y participent.

Mais ce dont il est question ici est d'une tout autre dimension. En lisant le texte d'Emmanuel Terray, j'ai songé à ce que Marx écrivait dans un texte très connu, « Le 18 Brumaire de Louis Napoléon », sur les événements qui surviennent deux fois : une fois comme tragédie et une fois comme farce. La nostalgie d'un passé héroïque auquel nous n'avons pas pris part ne nous fait-elle pas sans arrêt nourrir de faux débats ? Sommes-nous voués à répéter l'histoire sous forme de farce ? J'ai eu cette impression en Mai 68, quand certains (pas moi d'ailleurs) hurlaient « CRS-SS ». Je l'éprouve à nouveau en pensant à cet antifascisme complètement délirant qui domine la scène publique française. La France intellectuelle et médiatique regorge de chercheurs de fascisme qui se sentent revivre dès qu'ils voient pointer le museau de leur ennemi. Pourquoi sinon parce que le fascisme permet de fuir dans la dénonciation d'une volonté mauvaise, une réalité déconcertante et difficile ? Depuis Robespierre, les adolescents et les intellectuels adorent remplacer les problèmes par les salauds. Il était inévitable que ce crime du IIIème Reich contre l'Europe, né en son sein et d'un des peuples les plus civilisés de l'Europe, obsède l'Europe.

L'idéologie disait Hanna Arendt, c'est un principe unique d'explication du monde. Hier le marxisme expliquait tout par la lutte des classes, par l'exploitation. Aujourd'hui l'idéologie antiraciste réduit la réalité à la discrimination, tout est ramené à l'exclusion. Pluralité humaine, complexité du monde, c'en est fini. Chez les staliniens l'opresseur était le bourgeois, dans l'idéologie antiraciste actuelle, l'opresseur c'est le nazi fantasmé.

Depuis la fin du communisme, on assiste à une stupéfiante restalinisation de intelligentsia et des intellectuels. Il apparaît légitime, intéressant, utile au débat, digne de la république des idées, de «se la jouer antifasciste », en annonçant le retour du mal idéologique suprême et en ajoutant par surcroît à celui-ci une dimension juive.

Qu'il y ait une différence fondamentale entre des expulsions de travailleurs clandestins (que l'on peut condamner au nom de valeurs démocratiques, sans problème) et une extermination, cela est écarté d'un revers de main par le camarade E. Terray. Enfin il "nuance" son texte quand il écrit, que la seule différence considérable entre 1942 et 2006, c'est la présence des occupants allemands, "qui ont fort heureusement disparu". Il fait aussi une remarque à moment de sa démonstration qui n'est pas du tout sans signification; en partant d'un fait VRAI, Arno Klarsfeld était bien médiateur dans l'affaire des enfants d'immigrés, E. Terray suggère au lecteur, puisqu'on est dans la rubrique de son texte intitulé "les similitudes du comportement des autorités françaises en 1944 et 2006" que A. Klarsfeld est dans le même rôle que celui joué par Vichy pendant l'Occupation. Donc si on continue le raisonnement logiquement, cela veut dire qu'AUJOURD'HUI, Arno Klarsfeld le fils du créateur de l'association des "Fils et filles de déportés en France", est dans le rôle du collaborateur des nazis par rapport aux immigrés.

Voilà, le tour de passe-passe est bien joué. C'est cela l'idéologie. Quelqu'un a écrit que l'antiracisme risque de faire autant mal au XXIème siècle que le stalinisme au XXème. E. Terray en donne ici un exemple éclatant. Qu'Arno Klarsfeld soit quelqu'un de contestable politiquement et même dans son métier d'avocat, je n'ai pas eu besoin d'attendre qu'il travaille depuis quelques temps avec le pouvoir actuel. Mon beau-père Georges Glaeser, lors du procès Touvier en 1994, dans lequel il était une des parties civiles, m'avait déjà expliqué qu'Arno Klarsfeld était quelqu'un d'incontrôlable dans un prétoire. Mais la comparaison que fait E. Terray n'a rien d'innocent bien sûr et va plus loin.

Soixante et un ans après Auschwitz, il est beaucoup moins question en France, en Europe, dans le monde occidental, de tourner la page de ce que tout le monde appelle maintenant la Choa. Si les ouvrages historiques effectivement abondent, ce n'est pas pour l'éloigner de nous au même titre que les campagnes napoléoniennes ou la guerre de 30 ans, c'est pour en faire vivre la flamme.

Un effet de simplification de cette mémoire obsessionnelle : si dans la réalité on ne retient que le crime, alors comment penser la réalité ? Qu'est-il arrivé à la mémoire ?

Un nouveau partenaire se joint au couple traditionnel de la mémoire et de l'oubli, ce partenaire c'est le fantasme, fantasme d'appropriation d'un événement qu'on voudrait en quelque sorte prendre pour soi. Peut-être peut-on aller au delà de cette description et se demander si, dans l'activisme actuel de la mémoire, il n'y a pas la nostalgie d'une politique absolue, la politique qui se fixe pour but l'éradication du mal, en finir avec le mal. Mais c'est René Char qui a dit que " Le mal vient toujours de plus loin qu'on ne croit et ne meurt pas forcément sur la barricade qu'on a choisie ". Et lui a été un authentique résistant, dans une authentique organisation (armée) antifasciste, contre d'authentiques nazis.

## **ANALYSE : LA CHOA OMNIPRESENTE**

Donc, nous sommes sommés de penser la politique de la répression de l'immigration sur le modèle de la Choa. On le fait au prix de la vérité et ce faisant on entretient la haine. Hannah Arendt nous a avertis : ce ne sont pas les opinions en tant que telles qui sont dangereuses, mais les idéologies. L'idéologie antiraciste signifie que rien ne doit échapper à l'alternative entre tolérance et stigmatisation

C'est la preuve aujourd'hui que la mémoire de la Choa est devenue incontournable et donc qu'elle peut être l'objet de tous les détournements. Le texte d'Emmanuel Terray que l'on a exposé ci-dessus en est une preuve éclatante. Une remarque concernant l'itinéraire de Terray comme intellectuel, agrégé de philosophie, notamment sous la direction de Louis Althusser. Althusser, est pour ma génération le type même de l'intellectuel stalinien brillant, qui a littéralement subjugué, pendant des décennies, des générations d'étudiants parisiens français. Mais qui fut jusqu'au bout fidèle au Parti, acceptant tous les mensonges de la direction de celui-ci sur les horreurs du "camp socialiste".

Je pourrais donner des dizaines de cas où l'omniprésence de la Choa et du nazisme démontre que plus le temps passe, moins la mémoire collective semble vouloir se décharger sur l'histoire du soin de refroidir l'événement. Auschwitz est un passé qui ne passe pas, toujours plus présent.

## **Ma lettre au Club Peirotes de Strasbourg en 2004**

Le conflit international entre Israël et les Palestiniens est devenu au fil des années LE conflit qui couvre les pages de nos journaux et pas seulement en France. Il n'y a jamais eu autant de débats à l'ONU, de résolutions du conseil de Sécurité sur un conflit dans le monde que sur cette question-là. Donc je n'insisterai pas trop, car les articles utilisant la grille d'analyse nazisme/sionisme sont très répandus, et ont même suscités des polémiques qui se sont terminées, de manière ridicules devant les tribunaux français.

On a pu voir, sur ARTE, le film du réalisateur israélien Eyal Sivan en 2004 "Route 181" qui fait la comparaison entre la création d'Israël et la guerre de 1947-1948 (et ses 650 000 Palestiniens expulsés ou partis de leur plein gré croyant revenir avec les armées arabes victorieuses) avec la Choa, à partir de dizaines d'interviews, souvent très bien faites. Le mimétisme qu'il

veut donner à son film avec le film de Lanzmann "Choa" va tellement loin qu'il a trouvé un barbier palestinien qui raconte son histoire de réfugié pendant la guerre de 1947-1948. Dans son film, Lanzmann interview un témoin survivant des camps qui, dans son échoppe de coiffeur de Tel-Aviv, raconte, difficilement, son expérience.

Quel rapport avec le texte de E. Terray pourrait-on dire ? Eh bien il y en a un, c'est que, pour ce conflit, on confond aussi une expulsion (ici les Palestiniens, en France les sans-papiers) avec une extermination. Pourquoi un chercheur de l'Université française comme E. Terray ne fait-il pas la différence, et continue à nous faire croire qu'on est encore sous occupation. ?

Ci-après un extrait de la lettre que j'avais écrite au secrétariat du Club Peirottes en 2004 ,car une adhérente voulait que le celui-ci commence l'année avec un débat sur le problème "israélo-palestinien" .

"Sur cette question de politique internationale mais qui est devenue, depuis plus de quatre ans, plus que toute autre, un débat franco-français mélangeant tous les pires ingrédients de tous les amalgames les plus sordides, je vous disais que j'avais toujours apprécié la manière dont le Club avait traité cette question depuis dix ans que j'y participe.

Donner la parole à des gens qui prône le dialogue (je pense aux interventions de l'association « Pour un dialogue entre Juifs et Arabes en Alsace » par exemple) mais sans en faire LE débat « tarte à la crème » que l'on voit dans de nombreux autres forum.

Je pense en effet qu'il est très difficile de parler de ce problème pour la raison que voici et qui m'a amené à adopter la conduite suivante : y penser toujours mais en parler le moins possible.

Prenez quatre extraordinaires personnalités artistiques et intellectuels vivantes actuellement: les écrivains Breytan Breytanbach, militant anti-apartheid courageux, José Saramago merveilleux poète, Mikis Theodorakis extraordinaire compositeur de musique et grand résistant, enfin Edgar Morin, grand résistant lui aussi, et figure de la sociologue française.

Tous, soit après un voyage au Moyen-Orient (Breytan Breytanbach et José Saramago) soit sans voyage, ont écrit dans la presse internationale, française, israélienne la même chose : l'Etat d'Israël utilise des méthodes hitlériennes dans sa politique vis à vis des Palestiniens.

Alors pour moi, ceci est un signe que ce conflit rend les meilleurs des nôtres fous, car il n'y a pas besoin d'une vie entière de spécialiste de l'histoire du Moyen Orient pour savoir que ces comparaisons sont de terribles outrances. Par contre se demander pourquoi des gens aussi formidables que ces quatre personnalités font des comparaisons digne de lycéens incultes de banlieues ou de centre-ville, oui cela nécessiterait sûrement de long développements historiques et culturels sur l'histoire de l'Europe, de notre pays et de ses élites. Bref faire de l'Histoire."

## La "liste de Schindler du PS" à la radio.

Un autre exemple, récent, montre qu'en plus des universitaires comme Emmanuel Terray et des militants, les médias s'y mettent aussi et ont leur part de responsabilité dans la langue de bois politique. A l'occasion d'un compte -rendu du week-end où le PS avait été chahuté, pendant son congrès de désignation des listes municipales, par plusieurs candidats des "minorités visibles", un journaliste d'Europe N°1 à la mi-décembre 2007 a trouvé pour ce fait divers politique l'idée très intelligente de nommer sa chronique : "Voici la liste de Schindler du PS". Il s'agissait de jeunes ayant, par leur militantisme, réussi à percer au niveau des villes et qui veulent, ce qui est normal, être positionnés dans des listes à des places éligibles. Ces jeunes ont convoqué la presse, ont exposé leurs griefs devant les micros : dans certaines

villes des vieux bureaucrates du PS les avaient évincés grâce au soutien de la direction nationale de Paris. Ceci est anormal, choquant, on peut trouver des mots sévères pour dire ce qui se passe au PS mais pourquoi une affaire de discrimination inacceptable est-elle lue avec la grille de la Choah ?

Nos compatriotes fils d'immigrés (dont les noms donnés par le journaliste sont tous de consonnance arabe, ce qui rend la démonstration plus pernicieuse) sont bien des Juifs et Klarsfeld est bien un nazi ! Voilà donc que le camarade Terray n'est pas du tout seul, il est relayé par les médias de 2007. On est dans le vif du sujet : ethnologues, journalistes, universitaires même combat ! Et après on va passer des dizaines d'heures à nous faire la leçon à la radio, à la TV et dans de nombreux livres savants, dans des forums et des colloques tous plus savants les uns que les autres, pour nous dire qu'il ne faut pas faire de "concurrence" entre les mémoires, celle de la colonisation, de l'esclavage, qui se valent toutes. Mais qui fait, continuellement, ces comparaisons hors de propos avec le nazisme ? Et ce fait divers je ne l'ai pas inventé, ni cherché.

Penser, c'est chercher à tâtons la vérité sans se laisser intimider par l'opinion majoritaire ni séduire par la tentation du paradoxe à tout prix. Mais pourquoi "l'évènement" de la destruction des Juifs d'Europe entre 1933 et 1945 est-il devenu, depuis 20 ans, l'étalon de toute les souffrances et injustices ? Ceci demanderait beaucoup d'explications, en particulier se demander pourquoi les anciens pays colonisés utilisent également cette grille d'interprétation dans leur polémique anti-occidentale et anti-israélienne (voir le discours du Ministre des anciens combattants de Boutéflika en 2005). Prétendre que l'histoire de l'Algérie de 1830 à 1962 était un Auschwitz permanent comme le suggérait l'article en question ne permet pas de comprendre la réalité de la colonisation, qui fut comme l'a écrit magnifiquement Jean Jaurès à son époque "une Affaire Dreyfus permanente". Oui quand Jaurès fait cette comparaison cela a un sens : l'injustice de la condamnation de Dreyfus le scandalisait comme la situation faite aux colonisés. Mais les nuances sont importantes quand même, car Dreyfus n'a pas fini sa vie à Tréblinka. Alors pourquoi E. Terray, dans un combat juste contre les expulsions de sans-papiers se drape-t-il dans le scénario de la destruction des Juifs pendant la 2ème G.M. ?

Une remarque d'ailleurs : a-t-on besoin d'être "de gauche", "anti-capitaliste", d'être un universitaire "progressiste" pour reprendre un langage connu, pour trouver injuste la situation faite aux sans-papiers ? Non, pas du tout, parce qu'en Espagne par exemple, la régularisation des clandestins est faite légalement pas le patronat lui-même, au niveau des entreprises. Récemment encore on a vu les "petits-patrons" de la restauration en France se mobiliser maintenant pour que leur personnel clandestin soit régularisé ! Il est vrai que ces petits patrons français (et les moyens ou grands espagnols) ont leurs intérêts en cause, mais ils ne justifient pas leurs actes en disant qu'ils sont des "justes des nations".

Pourquoi un bien-pensant de la gauche, ex stalinien en vient-il à de telles "analyses", et à se mettre dans la position des "Justes" de la période 39-45 ? Cela demanderait des analyses pas seulement historiques mais psychologiques : est-ce que tous ces universitaires qui se sont tellement trompés il y a trente ou quarante ans, qui ont accepté toutes les injustices du "camp socialiste" voudraient maintenant se racheter ?

Et tous ces universitaires comparable à E. Terray ont souvent accompli un travail universitaire et scientifique de qualité; sur l'Afrique et la Côte d'Ivoire en ce qui concerne, E. Terray, sur d'autres sujets pour ses collègues dans d'autres disciplines. Mais l'idéologie aura été ce qui les a empêché toute honnêteté intellectuelle véritable.

C'est une banalité de dire que de 1945 à 1980, l'extermination des Juifs en Europe n'a pas été reconnue dans toute son ampleur par les chercheurs, par les politiques, par la société, soit parce que l'on avait pas encore les documents disponibles, (les hitlériens ont quand



même cachés le plus possible ce qu'ils faisaient, même si tout le monde savait ce qui se passait en Allemagne et chez les Alliés à partir de la fin 1942), soit par ce que les survivants eux-mêmes n'avaient pas été crus (voir les nombreux témoignages, Primo Levi, Simone Veil etc..) et voulaient tourner la page.

Pour des ex-staliniens comme E. Terray l'extermination d'une catégorie de gens systématiquement ne "collait" pas avec leur théorie marxiste de la société des "forces productives", de la lutte de classes. Que la bourgeoisie exploite les travailleurs c'est dans l'ordre des choses, qu'un pouvoir révolutionnaire (ou soit disant tel) assassine une catégorie sociale jugée sans utilité comme en Russie les "Koulaks", pas de problème. Mais qu'un gouvernement assassine les travailleurs dont il aurait besoin (Juifs allemands qualifiés), qu'il utilise en pleine guerre ses trains dont il aurait besoin pour le front en difficulté pour assassiner systématiquement une population sous occupation sans défense, cela ne rentrait pas dans les schémas marxistes.

E. Terray fantasme-t-il sur l'Occupation et la destruction des Juifs, par culpabilité pour un aveuglement politique d'une partie importante de sa vie ? Je ne sais pas, mais cette manière de se positionner comme faisant partie des "Justes des nations" me gêne. Le renvoi, sur la page de l'association "éducation sans frontière" au site du CDJC (Centre de Documentation Juive Contemporaine), annonçant un "débat sur les Justes" est proprement indécent. Les militants qui luttent pour la régularisation des sans-papier sont des citoyens respectables et luttant contre les injustices dans leur pays. Mais le soir, quand ils rentrent chez eux, leur liberté de mouvement est totale. Alors pourquoi fantasmer qu'on se trouve impliqué dans une lutte contre un équivalent de la pire des tyrannies que la planète ait connue ?

E. Terray se raconte (et nous raconte) des histoires : les ex-staliniens vieillissent mal et cautionnent de leur expérience universitaire et scientifiques des positions politiques inacceptables.